

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### **37 migrants tués à la barrière de Melilla, des centaines d'autres blessés: L'ESPAGNE VISE, LE MAROC TIRE!**

Selon les derniers chiffres fournis par les ONG, le nombre de migrants tués vendredi alors qu'ils tentaient d'entrer en Espagne s'élève désormais à 37. Le Maroc, et l'Espagne avec lui, affirment qu'il y en a beaucoup moins, mais les images diffusés par les médias, où l'on peut voir des cadavres empilés comme dans une scène de guerre, contredisent la version du gouvernement alaouite.

D'après ces mêmes ONG, 2 000 migrants, pour la plupart d'origine subsaharienne, ont tenté de franchir la barrière de sécurité séparant Melilla du Maroc vendredi matin. Ces migrants attendaient depuis des semaines du côté marocain de la frontière, dans les forêts de la région, pour tenter de passer en Espagne par la partie la plus facile, celle qui borde le quartier chinois de la ville. Au moment du passage, la gendarmerie marocaine a utilisé des équipements anti-émeutes contre eux, les forçant à battre en retraite et les faisant tomber dans un ravin qui agit comme une défense naturelle de la frontière. Alors que les immigrants tombaient, la police a continué à leur tirer dessus, provoquant le massacre. En plus de ceux qui sont morts immédiatement des coups qu'ils ont reçus avec des bidons de gaz jetés à bout portant ou par la chute sur la pente, il faut ajouter ceux qui ont perdu la vie étouffés sous le corps de leurs compagnons.

Les quelques centaines de migrants qui ont réussi à sauter la clôture, bien qu'ils aient eu plus de chance que ceux qui sont tombés morts ou grièvement blessés, ont dû faire face à la Garde civile et aux gendarmes marocains qui ont été autorisés à entrer (illégalement selon la loi espagnole) pour aider à réprimer, capturer et renvoyer les immigrants. Ils n'ont pas été tués, comme cela s'est produit de l'autre côté de la barrière, mais ils ont subi les passages à tabac des policiers des deux pays: c'est la véritable solidarité qui existe entre les mercenaires à la solde des deux États, pour lesquels il n'y a aucune restriction lorsqu'il s'agit de cibler les jeunes qui ont subi depuis des mois, voire des années, les affres d'un voyage éprouvant au cours duquel le manque d'eau et de nourriture adéquate les a laissés épuisés.

Après le massacre, le gouvernement espagnol n'a pas tardé à saluer l'action des forces répressives espagnoles et marocaines, louant par la voix du premier ministre socialiste Pedro Sánchez l'opération policière contre la « violence » des migrants: des dizaines de morts, pour le gouvernement et le Parti socialiste, c'est un bon résultat face à la « crise migratoire » à laquelle ils réclament depuis des années une solution « humanitaire ». Le parti dit de la gauche radicale Unidas Podemos, l'autre partenaire du « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » a pris la décision énergique d'exiger... une enquête judiciaire pour clarifier ce qui s'est passé, c'est-à-dire pour savoir si les migrants ont été tués légalement ou illégalement. Enfin, la ministre du Travail et *super candidate* de la prochaine coalition de gauche, Yolanda Díaz, a adressé ses « sincères » condoléances aux familles des victimes, attristées sans doute par leur fin tragique... Telle est la réalité d'un gouvernement qui, chargé de gérer les intérêts immédiats et généraux de la classe bourgeoise, constitue la principale garantie du maintien de la politique répressive contre les immigrés qui cherchent à trouver une vie meilleure, fuyant la faim et la misère de leurs pays d'origine, dans le « paradis » européen. Demain, lorsque les médias auront épuisé leur quota de sensationnalisme sur cette question et que la page pourra être tournée, ils crieront une fois de plus contre la progression du parti Vox, dénonçant le succès de l'extrême droite et la menace du fascisme...

Au-delà de la politique répressive que tous les gouvernements bourgeois, de gauche ou de droite, maintiennent à la frontière avec le Maroc, ces morts sont la conséquence directe du virage de la politique étrangère que le gouvernement a pris ces derniers mois: poussé par la pénurie de sources d'énergie causée par la guerre en Ukraine et l'arrêt partiel de l'approvisionnement en gaz russe de l'Europe, le gouvernement espagnol a adhéré à la doctrine américaine qui fait du Maroc le principal allié occidental dans la région du Maghreb, lui apportant un soutien qui lui permet de développer ses intérêts politiques, économiques et militaires dans la région au détriment de l'Algérie. À cette fin, en avril de cette année, Madrid a reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental en soutenant son projet d'autonomie pour la région, ce qui implique de reconnaître le droit de disposer de ce territoire comme s'il faisait partie du pays, en laissant de côté le projet de référendum d'autodétermination proposé par les Nations Unies et

accepté par l'Espagne jusque-là. Cela signifie que l'Espagne renonce à ses droits en tant que puissance administrante du Sahara Occidental et reconnaît comme *légitime* l'occupation marocaine qui date de 1975, en échange du fait que le Maroc permet l'accès au gaz naturel transporté par le gazoduc qui traverse son territoire. La situation est ainsi la suivante: l'Europe obtient une source supplémentaire de gaz naturel, qui s'ajoute aux routes russes et algériennes déjà diminuées (l'algérienne si elle ne passe pas directement par l'Espagne, le fera par l'Italie) tout en s'alignant sur la politique étrangère américaine en Afrique du Nord. Le Maroc est renforcé en tant que force régionale de premier plan, étendant définitivement son contrôle sur le Sahara Occidental et garantissant ainsi sa victoire contre le Front Polisario. Enfin, l'Espagne remplit son rôle de médiateur entre les grandes puissances et cède ses droits en tant qu'ancienne puissance coloniale, au détriment de ses relations commerciales et ses bonnes relations traditionnelles avec l'Algérie: elle prend le parti du Maroc dans le conflit latent qui existe au Maghreb entre ce pays et l'Algérie, mais obtient à la fois une source d'énergie sûre et les services du régime alaouite comme police des frontières. La dite « frontière sud », qui sépare l'Europe de l'Afrique et qui a un point clé au Maroc, est renforcée par la garantie policière d'un pays qui, comme on le sait, n'a pas guère d'égards pour les masses de migrants qui utilisent son territoire comme dernière étape avant d'entrer en Europe.

Les conséquences de cette nouvelle répartition de l'influence impérialiste au Maghreb sont évidentes ; si, il y a un peu plus d'un an, l'État marocain a ouvert les barrières de Ceuta pour permettre aux migrants d'entrer en Espagne, conduisant à une intervention militaire espagnole dans la région, vendredi dernier, il en a assassiné des dizaines qui tentaient de passer. L'Espagne reçoit ainsi le juste prix pour son changement de cap en matière internationale, le danger immigré est contenu par l'action répressive des forces de police marocaines et la *Guardia Civil* peut se contenter de regarder de loin. Les morts sont le prix payé par la diplomatie européenne et espagnole, tout comme les milliers de migrants réprimés aux frontières libyenne ou turque, où il existe de véritables camps de concentration dont la fonction est de bloquer le passage à l'immigration africaine et asiatique. Face à la résurgence des tensions impérialistes, à l'aggravation de la situation économique et au renforcement des vents de guerre, l'Europe, se protège, en l'occurrence à travers l'Espagne, contre les masses de migrants que les bourgeoisies considèrent comme un danger potentiel pour la stabilité économique et sociale de leurs pays. Ces prolétaires, fuyant la situation de profonde misère qu'ils connaissent dans leurs pays, sont poussés vers les frontières européennes avec une force croissante. Ils subissent les mauvais traitements des mafias, la répression de la police de tous les États, qui veulent leur mort comme au Maroc ou en faire des esclaves comme en Libye ; et s'ils parviennent enfin à entrer en Europe, ils trouvent non pas le paradis rêvé mais une vie de main-d'œuvre à bon marché et jetable à tout moment, sous la pression perpétuelle des forces répressives, avec la menace d'emprisonnement dans des camps de rétention ou d'expulsion vers des pays prêts à les accepter pour les enfermer dans des camps de réfugiés en échange d'une compensation financière versée par l'UE. Et ceci se passe à la frontière de l'Espagne comme à celle de la Grèce ou des États Unis.

Les migrants qui veulent entrer dans les pays du soi-disant premier monde sont en réalité nécessaires pour la bourgeoisie qui a besoin d'une force de travail bon marché et exploitable sans les conditions que la législation sociale et du travail des pays capitalistes développés maintient pour ses prolétaires indigènes ; mais ils le sont à condition qu'ils arrivent suffisamment disciplinés ; à condition qu'ils entrent en Europe ou aux États-Unis en sachant ce qu'ils sont (des prolétaires à exploiter), ce qu'on attend d'eux (soumission et acceptation de tout ce qui leur est demandé) et quel peut être leur sort (prison, déportation ou mort) s'ils désobéissent.

Mais ces mesures ne les arrêteront pas. La faim et la pauvreté les forcent à émigrer pour vivre. Et tout en fuyant leur destin dans leurs pays d'origine, ils apportent matériellement avec eux la force de la rébellion, orientée aujourd'hui pour trouver un passage vers l'Europe ou les États-Unis, mais qui pourra se tourner, demain, dans d'autres conditions de lutte du prolétariat indigène, vers la lutte de classe. Ces prolétaires qui n'ont rien à perdre mais qui ont la force de se débarrasser des chaînes avec lesquelles on veut les soumettre, pourront apporter, dans un avenir pas trop lointain, une contribution décisive, fondée sur la force et la rébellion, au prolétariat occidental pour qu'il se libère de l'ivresse démocratique et collaborationniste, en s'unissant dans une lutte commune. C'est cela que craint la classe bourgeoise de toutes les nations.

**Solidarité avec les travailleurs migrants! Pour l'unité de classe du prolétariat, au-delà des différences de race, de nationalité, de sexe ou d'âge ! Pour la reprise de la lutte de classe !**

**parti communiste international**

*Correspondance:*

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

- Imp. Spé. - 25/6/2022 supplément au *Prolétaire* n° 544

Lisez la presse du PCI: Le Proletaire / Programme Communiste / Communist Program / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian